



**HAL**  
open science

# L'Europe centrale et orientale marque sa différence: Panorama économique

Jean-Pierre Pagé

► **To cite this version:**

Jean-Pierre Pagé. L'Europe centrale et orientale marque sa différence: Panorama économique. Les Études du CERI, 2012, n° 191, pp.4-10. hal-04561275

**HAL Id: hal-04561275**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-04561275>**

Submitted on 26 Apr 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

## L'Europe centrale et orientale marque sa différence Panorama économique

Jean-Pierre Pagé

L'Europe centrale et orientale ne se porte globalement pas aussi mal qu'on l'écrit parfois et, d'une certaine manière, nettement mieux que l'Europe occidentale et que la zone euro en particulier. Avant la crise déjà, elle se singularisait par une croissance élevée, qui atteignait 4 % par an en 2008 pour les dix nouveaux membres de l'Union européenne (UE), contre 0,5 % pour les quinze pays de la zone euro. Son taux de chômage était inférieur d'environ 6,5 % à celui constaté dans ladite zone. En outre, dûment chapitrée par les institutions financières internationales, elle pouvait faire état d'une discipline exemplaire en matière de finances publiques, avec une dette qui ne dépassait pas 30 % du PIB pour la grande majorité des seize pays étudiés ici (voir les tableaux synthétiques à la fin de ce chapitre) et était très inférieure à ce niveau pour plusieurs d'entre eux. Quant au déficit des finances publiques, calculé à partir de la moyenne des seize pays, il était inférieur à 3 % du PIB. A tout cela s'ajoute la bonne tenue d'ensemble d'un jeune système bancaire qui, pourtant dépendant de maisons mères occidentales ayant subi le choc de la crise, ne s'est pas effondré malgré les sinistres avertissements des Cassandres : les pays baltes ont bénéficié de liens très forts avec les riches systèmes bancaires de l'Europe du Nord, les pays de l'Europe centrale (à l'exception de la Slovaquie) ont su constituer au cours de la transition des banques saines, et les établissements de l'Europe du Sud-Est ont été, au moins momentanément, sauvés par l'action conjuguée des institutions financières internationales dans le cadre des deux « Initiatives de Vienne ».

### **Une situation économique bien meilleure que celle de la zone euro...**

Après quatre années de crise, l'Europe centrale et orientale réalise toujours des performances supérieures à celles de nombreux pays d'Europe occidentale. Les dix nouveaux membres de l'UE issus de l'Europe centrale et orientale affichaient encore en 2011 une croissance moyenne légèrement supérieure à 3 %, alors que la croissance moyenne de l'Europe occidentale n'était plus que de 1,5 %. En 2012, ils continuent d'afficher, selon les estimations disponibles, une croissance d'un peu plus de 1 %, alors que l'Europe occidentale (-0,3 %) et, plus précisément, la zone euro (-0,5 %) commencent à basculer dans la récession. Mais ce sont surtout les performances en matière de finances publiques qui sont, malgré la crise, encore impressionnantes. Huit des seize pays de l'Europe centrale et orientale devraient afficher à la fin de l'année 2012 un déficit inférieur à 3 % du PIB, sept annonceraient un déficit compris entre 3 et 5 % et un seul souffrirait d'un déficit supérieur, qui s'élèverait à 6 %. Quant au niveau de la dette, il est, pour douze de ces pays, inférieur à 50 % du PIB (avec un score, pour deux d'entre eux, aux environs de 35 %, et pour deux autres, inférieur à 20 %), quatre pays seulement dépassant 50 % : l'Albanie, la Pologne, la Slovaquie et, surtout, la Hongrie.

Certes, la situation n'est pas la même dans toutes les parties de l'Europe centrale et orientale et l'on peut, à cet égard, distinguer trois grands ensembles : l'Europe centrale qui regroupe les quatre pays du groupe de Visegrad et la Slovaquie, l'Europe balte, qui suit sa trajectoire propre et présente des spécificités liées à son ancienne appartenance à l'URSS et à ses liens avec l'Europe du Nord, et enfin l'Europe du Sud-Est désignée ici comme les « Balkans occidentaux » auxquels, par certains aspects, on peut rattacher la Bulgarie et la Roumanie (voire la Moldavie).

L'Europe centrale qui, en 2011 encore, présentait une croissance de 3 % nettement supérieure à celle de l'Europe occidentale (1,5 %), est plus hétérogène qu'il ne paraît. Elle inclut la Pologne, que l'on peut considérer comme un « champion d'Europe » de la croissance (car il n'a pas connu la

récession en 2009), position qui s'explique, comme on le rappellera dans le chapitre dédié à cette région (voir page 16), par ses atouts propres et la sagesse de sa politique. A l'opposé, la République tchèque, qui dispose d'une économie saine et équilibrée, se distingue par le caractère frileux de son comportement et une dynamique très médiocre. La Slovaquie et la Slovénie partagent la particularité d'avoir intégré la zone euro, mais ont traversé la crise avec des fortunes très contrastées : autant la Slovaquie, qui a continué de bénéficier de la situation florissante de son industrie automobile, s'en est bien sortie, autant la Slovénie, dont l'héritage socioculturel explique la réussite d'une transition sereine, a mal supporté son intégration et connaît des difficultés aiguës. Enfin, la Hongrie est dans une situation très délicate depuis plusieurs années, et les attermoissements de son Premier ministre ne parviennent toujours pas à la remettre sur la bonne voie.

L'Europe balte a connu une évolution économique violemment contrastée au cours de la période écoulée. Une décennie de croissance échevelée financée par ses voisins d'Europe du Nord l'a mise dans une situation de surchauffe et de déséquilibre qui a nécessité un freinage brutal juste avant la crise. Elle a de ce fait subi, au moment de celle-ci, un double choc qui l'a obligée à mettre en œuvre une politique de redressement d'une extrême rigueur, s'apparentant à une dévaluation interne, qui l'a repositionnée, dès 2010, sur une trajectoire de reprise d'une croissance culminant à 7,6 % pour l'Estonie en 2011. L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie affichent encore, en 2012, des croissances comprises entre 2 et 4 % qui satisferaient bien des pays. Mais leur spécificité interdit d'en faire des modèles exportables vers d'autres pays moins adeptes du *scenic railway* à la balte.

L'Europe du Sud-Est a connu, après une décennie 1990-2000 particulièrement mouvementée et tragique, une période plus calme et une croissance soutenue (atteignant 6 % par an entre 2005 et 2008), tirée par la demande domestique et financée par des capitaux extérieurs issus de la pénétration des banques occidentales qui y ont établi des filiales. Bien entendu, en 2009, les Balkans occidentaux ont été touchés par la crise qui a entraîné une récession de l'ordre de 2 % en moyenne. Comme on le verra dans le chapitre qui leur est consacré (voir page 35), c'est moins la dépendance commerciale vis-à-vis de l'Europe occidentale que la contraction du crédit due à la dépendance financière établie par les filiales des banques occidentales, qui a causé cette récession. L'effondrement du système bancaire a pu être évité grâce au regroupement de toutes les banques privées opérant dans la région, sous l'égide des grandes institutions financières internationales, dans le cadre des Initiatives de Vienne. La progression de l'activité économique a pu reprendre, mais avec un taux de croissance plus faible que dans les autres parties de l'Europe centrale et orientale, et le taux de chômage, déjà très élevé en 2008, a augmenté avec la crise et se maintient depuis lors à des niveaux encore supérieurs. Si la région n'est pas complètement sinistrée, elle reste dans une situation très fragile et la question des sources comme des conditions sociales de la croissance reste sans solution. En conséquence, l'Europe des Balkans de l'Ouest a placé ses espoirs dans son intégration à l'Union européenne. Tous les pays, en dépit du maintien de dossiers particuliers non réglés qui tiennent à leurs spécificités, ont obtenu le statut de « candidats potentiels » à l'Union. La Croatie en deviendra membre en juillet 2013.

Pour leur part, la Bulgarie et la Roumanie, qui ont intégré l'UE depuis 2007, sont plus proches des Balkans de l'Ouest que des autres régions de l'Europe centrale et orientale, en raison de leurs difficultés à stabiliser leur développement économique. Avec des systèmes économiques différents (la Bulgarie fonctionne toujours sous le *currency board*, ce qui n'est pas le cas de la Roumanie), les deux pays peinent à retrouver, après une chute sévère du PIB entre 5 et 7 % en 2009, une dynamique de croissance : après avoir plafonné autour de 2 % en 2011, cette dernière descend aux alentours de 1 % seulement en 2012.

### **...mais qui n'échappe pas aux répercussions de la crise...**

L'Europe centrale et orientale est touchée de plusieurs manières par la crise qui se prolonge et affecte l'Europe occidentale.

En premier lieu, l'intégration commerciale qui y est très poussée, du fait du mode de transition choisi pour passer de l'économie de type soviétique à l'économie de marché, l'a rendue très vulnérable aux fluctuations de la demande adressée par les pays ouest-européens. Elle résiste pour le moment et ses exportations ne se sont pas effondrées, notamment quand elles étaient destinées à l'Allemagne, moins affectée jusqu'ici par la crise que les autres nations. Mais ce moteur de la croissance tend à tourner de moins en moins vite. De fait, on note depuis l'automne 2011 un ralentissement très significatif et général de la croissance des exportations des pays de l'Europe centrale et orientale, alors qu'elle avait repris vigoureusement après une chute brutale en 2009. Cependant, comme le taux de croissance des importations diminue parallèlement à cause de l'affaiblissement de la croissance du PIB, il n'y a pas d'effet dramatique sur la balance commerciale. Au contraire, certains pays d'Europe centrale, comme la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie, voient leurs excédents augmenter.

Revenons un instant à l'Allemagne. Il est intéressant d'étudier la place qu'elle occupe dans cette situation de dépendance, notamment en ce qui concerne l'Europe centrale, l'un de ses grands fournisseurs de produits industriels. Une étude économétrique réalisée par la BERD donne des pistes. Contrairement à une opinion répandue, l'effet des variations de la conjoncture dans la zone euro tout entière sur les développements économiques des pays de l'Europe centrale et orientale serait au moins deux fois plus important que l'effet de la situation économique de la seule Allemagne. Notons que cette proposition est à nuancer dans les cas de l'Estonie, de la Lituanie et de la Slovénie.

En deuxième lieu, même si le système bancaire dans cette partie du monde a remarquablement résisté au choc qui a ébranlé celui de la zone euro, son activité économique n'en a pas moins été altérée, par le biais du financement et de l'offre de crédit. Les banques baltes sont solidement accrochées aux banques de l'Europe du Nord, suédoises en particulier, au point que ces dernières paraissent devoir partager la responsabilité du laxisme qui a prévalu au cours des années 2000 en la matière. En Europe centrale, deux pays, la Pologne et la République tchèque, disposent d'un système bancaire particulièrement prospère et performant malgré les liens qui les unissent aux banques occidentales. Les banques slovaques sont dans une situation très voisine et cherchent à atténuer les inconvénients de leur dépendance vis-à-vis de leurs maisons mères de l'eurozone, en engrangeant les dépôts de l'épargne domestique. La Hongrie pour sa part avait un système bancaire solide avant les mesures prises par Viktor Orban. Depuis, les banques, auxquelles il a été demandé de contribuer au financement du déficit public (par une taxe sur les transactions financières) et de prendre en charge les pertes des ménages entraînés par la dévaluation du forint sur leurs emprunts en devises fortes, ont été mises à rude épreuve. A l'opposé, les Balkans occidentaux ont beaucoup souffert des difficultés qu'ont connues les banques dans la zone euro et du *deleveraging* dont ont été victimes les banques locales, le plus souvent des filiales des premières, ce qui a eu des répercussions fortes sur le crédit. Pour éviter le blocage, il a fallu l'intervention des institutions financières internationales mobilisant les banques occidentales dans le cadre des deux Initiatives de Vienne. Mais le problème n'est toujours pas résolu et les banques locales cherchent à se reconvertir en collectant l'épargne domestique.

Enfin en troisième lieu, et peut-être plus encore, l'Europe centrale et orientale est touchée par ce que les économistes du WIIW appellent « la prégnance des directives de Bruxelles qui pèsent sur les processus de décision des pays considérés, de façon plus indirecte que directe », à savoir : la contagion de la doctrine de la « consolidation fiscale » qui domine actuellement de façon exclusive la gouvernance de l'Europe occidentale et qui s'est exercée même quand ce n'était pas justifié dans des pays dont les finances publiques avaient conservé une situation saine, et quand une impulsion à l'activité économique aurait été nécessaire. C'est le cas en République tchèque, mais aussi en Bulgarie et en Roumanie. A

cet égard, l'Overview du rapport de juillet du WIIW n'a pas de mots assez forts pour stigmatiser les mécanismes de correction automatique au niveau des pays membres contenus dans le Pacte fiscal. C'est alors le deuxième moteur de la croissance, la demande domestique, qui de ce fait donne des signes d'essoufflement.

Progressivement, toute l'Europe centrale et orientale est donc entraînée vers la récession. Les conséquences de ce scénario commencent à prendre forme si l'on analyse les prévisions pour 2012. Si l'Europe balte, avec une croissance moyenne de l'ordre de 3 % se maintient encore très au-dessus du lot, l'Europe centrale ne progresse guère plus que de 1 % et l'Europe du Sud-Est dans sa globalité (en incluant la Bulgarie et la Roumanie) affiche un taux de croissance qui se réduit à 0,2 %. L'évolution à venir de la zone euro est donc déterminante pour celle des pays de l'Europe centrale et orientale, et cette dépendance directe est encore plus flagrante si l'on compare leur situation à celle des pays qui s'étendent plus à l'Est et font l'objet du deuxième volume de ce *Tableau de Bord*.

### **...et attend des réponses spécifiques selon les régions**

L'avenir des pays de l'Europe centrale et orientale dépendra donc fortement de la manière dont évoluera l'économie de l'Union européenne et, plus précisément, celle de la zone euro. Cela ne veut pas dire que les premiers n'auront aucune marge de manœuvre, mais leurs possibilités d'action seront forcément très contraintes.

Il faut que les pays considérés mènent une politique économique adaptée à leur situation propre dont on a vu que, dans de nombreux cas, elle est loin d'être catastrophique, et ne cherchent pas à appliquer aveuglément des mesures inadaptées. Ainsi, les économistes du WIIW considèrent inapproprié de mener des politiques de consolidation fiscale quand, tout à la fois, les investissements, la consommation et la demande extérieure fléchissent – ce qui est le cas dans beaucoup des pays étudiés ici – surtout quand le niveau de l'endettement public reste raisonnable (ce qui est aussi le cas de beaucoup d'entre eux).

Comme la situation des banques dans la plupart des nouveaux membres de l'UE originaires de l'Est est relativement satisfaisante, ces pays gardent une certaine autonomie de décision. Bien sûr, leur situation dépend de l'évolution de la zone euro et de la politique qui y sera menée. Si elle connaît une profonde récession, il leur sera difficile de ne pas être entraînés dans le précipice, étant donné les liens très forts qui les lient à elle (certains en font partie). Mais si elle parvient à sortir du périmètre critique, ils conserveront une marge de manœuvre et pourront envisager, sinon une forte croissance, du moins le maintien d'une activité économique soutenue par leur secteur domestique. A cet égard, soulignons que cela devrait être plus facile pour les pays qui ont conservé leur monnaie propre et, donc, une certaine indépendance dans leur stratégie économique, que pour les pays de la zone euro.

Certaines spécificités pourront jouer, comme le positionnement géographique. C'est ainsi que les Etats baltes (l'Estonie en particulier), très liés économiquement avec les pays scandinaves qui ont jusqu'ici mieux résisté à la tempête qui secoue la zone euro, disposent de marges de manœuvre plus importantes que les autres. En effet, le financement de ces pays – de l'Estonie surtout – dépend fortement des liens étroits entre leurs banques et les systèmes bancaires de l'Europe du Nord (en particulier la Suède) qui permettent d'assurer les flux de capitaux nécessaires à leur sauvegarde.

D'une certaine manière, le particularisme des pays des Balkans occidentaux, qui ne sont pas encore intégrés à l'Union européenne, peut leur conférer des moyens d'échapper aux forces dépressives qu'elle dispense, s'ils sont capables de s'organiser, de renforcer leurs liens économiques et de trouver des modes de développement adaptés à leur situation.

## Tableaux synthétiques Europe centrale et orientale

### Croissance du PIB - Croissance des prix à la consommation

	Croissance du PIB en % par rapport à l'année précédente					Croissance des prix à la consommation en % par rapport à l'année précédente				
	2007	2008	2009	2010	2011 (p)	2007	2008	2009	2010	2011 (p)
Hongrie	0,7	0,9	-6,7	1,2	1,5	7,9	6	4	4,7	4
Pologne	6,8	5,1	1,7	3,8	3,8	2,6	4,2	4	2,7	4
République tchèque	6,1	2,5	-4,2	2,3	2,1	2,9	6,3	0,6	1,2	2
Slovaquie	10,6	5,8	-4,8	4	3,2	1,9	3,9	0,9	0,7	4
Slovénie	6,9	3,7	-8,1	1,2	1	3,8	5,5	0,9	2,1	2,5
Estonie	6,9	-5	-13,9	3,1	7,5	6,7	10,6	0,2	2,7	5,5
Lettonie	10	-4,2	-18	-0,3	4,5	10,1	15,2	3,3	-1,2	4,5
Lituanie	9,8	2,9	-14,7	1,3	6	5,8	11,1	4,2	1,2	4,5
Bulgarie	6,4	6,2	-5,5	0,2	1,5	7,6	12	2,5	3	3,5
Roumanie	6,3	7,3	-7,1	-1,3	2	4,9	7,9	5,6	6,1	6,5
Albanie	5,9	7,7	3,3	4	4,1	2,9	3,4	2,3	3,5	4
Bosnie-Herzégovine	6,2	5,7	-3	0,9	2,3	1,5	7,5	-0,4	2,1	4
Croatie	5,1	2,2	-6	-1,2	1	2,9	6,1	2,4	1,1	2,5
Macédoine	6,1	5	-0,9	0,7	2	2,3	8,3	-0,8	1,6	3
Monténégro	10,7	6,9	-5,7	0,5	2	4,2	7,4	3,4	0,5	3
Serbie	6,9	5,5	-3,1	1,8	2,5	7	13,5	8,6	6,8	10

Sources : se reporter aux chapitres du volume correspondant aux pays

(p) : prévision

## Tableaux synthétiques

### Europe centrale et orientale

#### Dettes publiques - Déficit public général

	Dettes publiques en % du PIB					Solde des finances publiques en % du PIB				
	2008	2009	2010	2011	2012 (p)	2008	2009	2010	2011	2012 (p)
<b>Bulgarie</b>	13,7	14,6	16,3	15,5	18	1,7	-4,3	-3,1	-2,1	-1,5
<b>Estonie</b>	4,5	7,2	6,7	6,0	10	-2,9	-2,0	0,3	1,0	-2,5
<b>Hongrie</b>	73,0	79,8	81,4	80,6	79	-3,7	-4,5	-4,3	4,2	-3
<b>Lettonie</b>	19,8	36,7	44,7	42,6	43,5	-4,2	-9,7	-8,1	-3,5	-2,6
<b>Lituanie</b>	15,5	29,4	38,0	38,5	40,5	-3,3	-9,4	-7,3	-5,5	-3,3
<b>Pologne</b>	47,1	50,9	54,8	56,3	55	-3,7	-7,4	-7,9	-5,1	-3,5
<b>Roumanie</b>	13,4	23,6	30,5	33,3	34	-5,7	-9,0	-6,8	-5,2	-3,5
<b>Slovaquie</b>	27,8	35,5	41,1	43,3	46	-2,1	-8,0	-7,7	-4,8	-5
<b>Slovénie</b>	21,9	35,3	38,8	47,6	54	-1,9	-6,1	-6,0	-6,4	-4,5
<b>Rép. tchèque</b>	28,7	34,4	38,1	41,2	43	-2,2	-5,8	-4,8	-3,1	-3,1
<b>Albanie</b>	55,2	59,7	58,2	60	62	-5,5	-7,0	-3,1	-5	-5
<b>Bosnie-Herzégovine</b>	30,7	35,3	38,9	39,0	41	-2,2	-4,5	-2,5	-2,5	-3
<b>Croatie</b>	29,3	35,8	42,2	46,0	50	-1,4	-4,1	-4,9	-5,0	-4,5
<b>Macédoine</b>	27,9	31,7	34,8	35	34	-0,9	-2,7	-2,4	-2,5	-1
<b>Monténégro</b>	29,0	38,2	40,9	44,0	44	1,7	-3,6	-3,0	-4,2	-1
<b>Serbie</b>	29,2	34,8	42,9	45,0	49	-2,6	-4,5	-4,8	-5,1	-6

Sources : se reporter aux chapitres du volume correspondant aux pays  
(p) : prévision

## Tableaux synthétiques

### Europe centrale et orientale

#### Taux de chômage en % de la population active, moyenne annuelle, méthode enquêtes emploi, concept du BIT

	2008	2009	2010	2011	2012 (p)
<b>Bulgarie</b>	5,6	6,8	10,2	11,2	12
<b>Estonie</b>	5,5	13,8	16,9	12,5	11
<b>Hongrie</b>	7,8	10,0	11,2	10,9	11,5
<b>Lettonie</b>	7,5	17,1	18,7	15,4	15,5
<b>Lituanie</b>	5,8	13,7	17,8	15,4	13,8
<b>Pologne</b>	7,1	8,2	9,6	9,7	10
<b>Roumanie</b>	5,8	6,9	7,3	7,4	7,5
<b>Slovaquie</b>	9,5	12,0	14,4	13,5	14
<b>Slovénie</b>	4,4	5,9	7,3	8,2	8,8
<b>Rép. tchèque</b>	4,4	6,7	7,3	6,7	7,1
<b>Albanie</b>	13,0	13,8	13,7	14	15
<b>Bosnie-Herzégovine</b>	23,4	24,1	27,2	27,6	28
<b>Croatie</b>	8,4	9,1	11,8	13,5	14,5
<b>Macédoine</b>	33,8	32,2	32,0	31,4	31
<b>Monténégro</b>	17,2	19,3	19,6	19,7	20
<b>Serbie</b>	13,6	16,1	19,2	23,0	27

**Sources** : se reporter aux chapitres du volume correspondant aux pays  
(p) : prévision